Mme KONE/SK/MT/aperçu général du Mali

PRIMATURE

MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

CELLULE NATIONALE OMVS

Atelier Régional sur les projets de lutte contre la pauvreté et
générateurs de revenus dans le Bassin du Fleuve Sénégal

**Contribution à l'élaboration du Projet de programme de lutte contre la
pauvreté dans la Vallée du Fleuve Sénégal**

Octobre 2000

Mise à jour des données de base

PRIMA TURE

MINISTRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

CELLULE NATIONALE OMS

Atelier régional sur les projets de lutte contre la pauvreté et
généralisation de revenus dans le Bassin du Fleuve Sénégal

Contribution à l'élaboration du projet de programme de lutte contre la
pauvreté dans le Bassin du Fleuve Sénégal

SOMMAIRE

	Page
<u>Liste des abréviations</u> :	3
<u>Introduction</u> :	4
I - <u>Aperçu sur le Mali</u> :	5
II - <u>Evolution économique récente</u> :	6
III - <u>Politique économique et financière à moyen terme (1998 – 2001)</u>	7
IV - <u>Le Bassin du fleuve au Mali</u> :	9
V – <u>Evaluation de la pauvreté</u> :	10
VI - <u>Identification des orientations stratégiques et des domaines d'intervention prioritaires</u> :	14
VII – <u>Projets identifiés pour la lutte contre la pauvreté dans la partie malienne du fleuve Sénégal</u> :	16

Annexe : Liste des institutions, départements et services ayant participé à l'élaboration de ce rapport.

SOMMAIRE

1	I - Les conditions de l'opération
2	II - L'opération de financement
3	III - L'opération de financement
4	IV - L'opération de financement
5	V - L'opération de financement
6	VI - L'opération de financement
7	VII - L'opération de financement
8	VIII - L'opération de financement
9	IX - L'opération de financement
10	X - L'opération de financement
11	XI - L'opération de financement
12	XII - L'opération de financement
13	XIII - L'opération de financement
14	XIV - L'opération de financement
15	XV - L'opération de financement
16	XVI - L'opération de financement
17	XVII - L'opération de financement
18	XVIII - L'opération de financement
19	XIX - L'opération de financement
20	XX - L'opération de financement
21	XXI - L'opération de financement
22	XXII - L'opération de financement
23	XXIII - L'opération de financement
24	XXIV - L'opération de financement
25	XXV - L'opération de financement
26	XXVI - L'opération de financement
27	XXVII - L'opération de financement
28	XXVIII - L'opération de financement
29	XXIX - L'opération de financement
30	XXX - L'opération de financement

Liste des abréviations

- CSLP : Carte Stratégique de lutte contre la pauvreté
- ENP, Mali 2025 : Etude nationale prospective
- DCPE : Document cadre de politique économique et financière
- SNLP : Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté
- ESAT : Esquisse du schéma d'aménagement du territoire
- AP-SRAD : Avant-projets de schémas régionaux d'aménagement et de développement
- DPSDM : Document de politique et stratégies de développement du Mali
- PRODEC : Programme décennal pour l'éducation
- PRODESO : Programme décennal de développement socio-sanitaire
- PRODEJ : Programme décennal de la Justice
- ODHD/LCP : Rapports annuels de l'Observatoire du Développement Humain Durable
- EBC : Enquête budget consommation
- EDS : Enquête démographique et de santé
- EMCES : Enquête malienne de conjoncture économique et sociale
- PAIB : Projet d'appui aux initiatives de base dans la lutte contre la faim et la pauvreté
- SAP : Système d'Alerte Précoce
- DNSI : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
- IDH : Indice de Développement Humain
- IPH : Indice de Pauvreté Humain
- UEMOA : Union économique et monétaire ouest africaine
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- SFD : Services financiers décentralisés
- PNE : Politique Nationale de l'Emploi
- PNAE : Plan National d'Action Environnementale
- PIB : Produit intérieur Brut
- CSCOM : Centre de santé communautaire
- ADS : Agence pour le Développement Social
- CNCI : Comité national de coordination et de suivi
- PPTE : Pays pauvre Très Endetté
- SAPRIN : Structural Adjustment Participatory Review Initiative Network
- IREPAS : Initiative pour la Revue de l'Examen Participatif de l'Ajustement Structurel
- OCB : Organisation communautaire de Base
- RGPH : Recensement général de la population et de l'habitat
- PASR : Programme Cadre d'Appui au Secteur Rural
- DNH : Direction Nationale de l'Hydraulique
- PMA : Pays Moins Avancés
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- AGETIPE : Agence de Gestion des Travaux d'Intérêts Publics
- PDDSS : Plan décennal de développement sanitaire et social
- DNAS : Direction Nationale l'Action Sociale
- PDIAM : Projet de Développement Rural Intégré en Aval du Barrage de Manantali
- DNCN : Direction Nationale de la Conservation de la Nature
- EDM : Energie du Mali
- OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
- AES : Adduction d'Eau Sommaire

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet mesures d'accompagnement de son Programme d'Atténuation et de Suivi des Impacts Environnementaux (PASIE) le Haut-Commissariat de l'OMVS organise en collaboration avec la BAD un atelier regroupant les 3 Etats-membres de l'OMVS.

Pour préparer cet atelier dont le but est l'identification de projets prioritaires, il a été demandé à chacun des Etats-membres de faire des propositions de projets qui seront discutées et harmonisées au cours dudit atelier (cf L/n° 640/ER-HC du 28/07/2000 et 815/ER-HC du 21/09/2000).

Afin d'élaborer le rapport national, la Cellule OMVS sur instruction de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Intégration Africaine, en rapport avec les différents services et institutions compétentes, liste en annexe a élaboré le présent document.

Les documents ci-après cités ont remis d'élaborer le présent rapport provisoire :

- Situations Economique sociale du Mali en 1999 et propositions pour 2000 – MEF/DNP/DNSI – Juin 2000 ;
- Mémoire de Politiques Economiques et financiers pour 2000 – MEF du 11 Août 2000 ;
- Programme National d'actions pour l'implantation en vue de réduire la pauvreté – PNA/ERP – MEFP – Juillet 2000 ;
- Cadre stratégique pour la lutte contre la pauvreté intérimaire (CSLP) du 30 Mai 2000 ;
- Canevas de travail pour la préparation de l'atelier régional sur les projets de lutte contre la pauvreté générateurs de revenus dans le bassin du fleuve Sénégal (Haut-Commissariat – Juillet 2000 ;
- Contribution du Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées au processus d'élaboration du Programme Régional OMVS de lutte contre la Pauvreté (PRLP) ;
- Contribution du MEF à l'élaboration du PRLP – 18 Octobre 2000.

Introduction

Il est de notre devoir de faire un bilan de nos réalisations et de nos échecs. C'est pourquoi nous avons organisé ce colloque sur le thème "L'avenir de la République" en collaboration avec le Haut Conseil de la République.

Le colloque est ouvert à tous les citoyens et à toutes les associations. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Les documents de référence sont les suivants : le rapport de la Commission de la République, le rapport de la Commission de la République, le rapport de la Commission de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

Le colloque est organisé par le Haut Conseil de la République en collaboration avec le Haut Conseil de la République. Les interventions seront limitées à 10 minutes. Les questions seront traitées par le Haut Conseil de la République.

I – Aperçu général sur le Mali

Le Mali est un pays de l'Afrique de l'Ouest situé dans la zone soudano-sahélienne.

Sa superficie est d'environ 1,240 millions km² dont 60 % de zone saharienne désertique.

La population est estimée en 1999 à près de 9,8 millions d'habitants et le taux de croissance démographique moyen est de 2,2 %

La monnaie nationale est le FRANC CFA (FCFA). Elle est arrimée à la monnaie Européenne l'EURO avec un taux de change fixe et est entièrement convertible. En Afrique de l'Ouest, le FRANC CFA est la monnaie commune de 8 pays qui ont une banque d'émission commune (BCEAO) et ont créé l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le Produit intérieur brut en prix courants de 1998, est évalué à 1 658,1 milliards FCFA. Le secteur tertiaire contribue pour 43,1 % à la formation du PIB, le secteur secondaire pour 18,6 % et le secteur rural pour 38,3 %. Le secteur rural fournit environ 80% des emplois et des exportations.

Le pays est classé parmi les Pays les Moins Avancés (PMA). Le revenu moyen par tête d'habitant est estimé en 1998 à 163 400 FCFA (297 \$)

Plus de 70 % de la population totale (plus de 80 % en milieu rural) vivait en dessous du seuil de pauvreté. Le niveau de pauvreté a augmenté de 13 % entre 1994 et 1996.

Le taux brut de scolarisation est de près de 51,86 % en 1998/99.

Le taux de couverture sanitaire en terme d'accès des populations aux services améliorés de santé primaire est d'environ 40 % seulement dans un rayon de 15 km par rapport au Paquet Minimum d'Activités.

Moins d'une personne sur deux a accès à l'eau potable.

Le régime politique est démocratique, le Président de la République est élu au suffrage universel. Le multipartisme est instauré au Mali depuis 1992.

II – Evolution économique récente

De 1985 à 1999, l'évolution de la situation économique du Mali a été marquée d'une part, par la mise en œuvre d'importants programmes d'ajustement structurel soutenus par le FMI et la Banque Mondiale, en vue de restaurer les équilibres macro-économiques et de relancer la croissance économique et d'autre part, par la dévaluation du FCFA en 1994 (la parité fixe par rapport au Franc Français est passée de 50 FCFA/FF à 100 FCFA/FF).

Dans le cadre de l'ajustement structurel de nombreuses réformes ont été réalisées.

La stratégie de développement retenue s'articule notamment autour des grands axes suivants

La poursuite des réformes macro-économiques et structurelles

- modernisation du système fiscal et son adaptation à l'adoption d'un tarif extérieur commun aux Etats membres de l'UEMOA ;
- poursuite du désengagement de l'Etat, de la restructuration des entreprises publiques et du programme de privatisation ;
- modernisation du système judiciaire et adaptation en vue de l'application des actes uniformes de l'OHADA, renforcement des capacités humaines et techniques, mise en application du code de commerce révisé.

Promotion et développement du secteur privé

- amélioration du système d'incitation et du cadre réglementaire de l'investissement privé ;
- renforcement des institutions de soutien au secteur privé ;
- mise en œuvre de la politique de promotion par filière

Renforcement de la compétitivité et de la productivité des secteurs prioritaires de l'agriculture, de l'élevage et des mines

- poursuite de l'amélioration de la filière coton ;
- développement de la filière riz (augmentation des superficies aménagées pour l'agriculture irriguée dans les bassins des fleuve Niger et Sénégal) ; intensification des travaux de prospection et d'exploitation minières.

Développement social et humain durable

- amélioration de la qualité de l'enseignement, augmentation des taux de scolarisation et d'alphabétisation (taux ciblés dans 10 ans, 70 % et 32 %) ;
- Extension de la couverture géographique des infrastructures sanitaires de base (taux ciblé dans 10 ans, 70 % de la population dans un rayon de 15 km par rapport au Paquet Minimum d'Activités) ;
- Protection de l'environnement par une gestion rationnelle des ressources naturelles.

Développement des infrastructures de base

- désenclavement des zones de production agricole et d'exploitation minière par un réseau routier bien entretenu ;

Tableau I - MALI : Quelques grands indicateurs économiques

Désignation	1995	1996	1997	1998	1999
PIB (prix constants de 1987) Milliards FCFA	746,1	778,4	830,9	871,9	921,1
Taux de croissance réel du PIB	7,0 %	4,3 %	6,7 %	4,9 %	5,6 %
PIB/Habitant (FCFA courant) Millier de FCFA	131,5	143,4	151,7	166,3	169,4
Investissement Global/PIB	24,1 %	20,9	22,8 %	25,4%	24,7 %
Epargne intérieure/PIB	11,5 %	10,2 %	17,4 %	20,4 %	17,4 %
Encours de la dette/PIB	117,5 %	113,7 %	119,3 %	105,8%	105,6 %
Service de la dette/Experts	30,7 %	27,5 %	15,8 %	12,7 %	12,7 %
Taux d'inflation	12,7 %	6,5 %	- 0,7 %	4 %	- 1,2 %

Sources : Mémorandum de politiques économiques et financières pour 2000

- Situation économique et sociale du Mali en 1999 et perspectives pour 2000
- MEF/Juin 2000
- estimation provisoire

III – Politique économique et financière à moyen terme (1998 – 2002)

Un document cadre de politique, économique et financière à moyen terme a été élaboré en 1998. La stratégie adoptée vise à assurer une croissance économique durable, à parvenir à la viabilité financière intérieure et extérieure grâce à l'application de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses ainsi que l'accélération et l'approfondissement des réformes structurelles et à réduire la pauvreté par le moyen de la croissance.

Les principaux objectifs macroéconomiques visés pour la période 1998-2001 sont de :

- réaliser un taux de croissance de l'ordre de 5 % par an permettant une augmentation du revenu par habitant d'environ 2 %.
- ramener l'inflation, sur le base du déflateur du PIB, à un niveau de 2,5 % à partir de 1998 ;
- réduire le déficit extérieur courant de la balance des paiements (hors transferts officiels) à 7 % du PIB d'ici l'an 2001

4.3 Contraintes de développement

- enclavement excessif des zones de production agricole et des zones minières ;
- forte émigration qui réduit les disponibilités en ressources humaines ;
- dégradation des écosystèmes du fait des sécheresses et des faiblesses dans la gestion des ressources naturelles ;
- faibles niveaux d'équipement en énergie, télécommunication et infrastructures de transport (routes en particulier).

V – EVALUATION DE LA PAUVRETE

5.1 Les grandes lignes du profil de pauvreté

Sur la base de la consommation en « équivalent riz » au prix de 1998, et en considérant les dépenses non alimentaires comme équivalant à la moitié des dépenses alimentaires, le niveau minimal de dépenses alimentaires pour assurer la survie d'un individu ou encore seuil de pauvreté a été estimé à 103 130 FCFA en 1998 au niveau national, correspondant à une incidence de la pauvreté (au niveau national) de 69,0 %. A cette date l'incidence de la pauvreté dans la région de Kayes (calculée sur la base du seuil de pauvreté national est de 50,1 %). Les données disponibles à l'Observatoire du DHD/LCPM ne permettant pas de calculer l'incidence de la pauvreté au niveau des entités géographiques que constituent les cercles, il faut considérer ce niveau comme valable pour chacun des deux cercles que constituent Kayes et Bafoulabé même si, par définition, une moyenne masque toujours des disparités. Quant à la profondeur de la pauvreté, autrement dit le déficit de dépense des pauvres, en proportion du seuil de pauvreté, alors qu'elle est de 31,0 % au niveau national en 1998, elle est égale à 19,4 % dans la région de Kayes.

A la même date l'indice de Développement Humain (IDH) et l'indice de Pauvreté Humaine (IPH) ressortent à 0,33 et 56,3 % respectivement pour l'ensemble du pays et à 0,34 et 55 % dans la région de Kayes.

5.2 Perception de la pauvreté

Au Mali, l'étude sur l'analyse qualitative de la pauvreté publiée en mai 1997 (Equipe de consultants nationaux/PNUD) a permis de cerner les perceptions et les opinions de la population sur le phénomène de la pauvreté.

Les populations perçoivent la pauvreté comme non seulement la non satisfaction des besoins jugés essentiels pour vivre décemment (alimentation, santé, habillement, logement) mais aussi comme l'absence d'intégration sociale (manque de soutien) et les conditions économiques défavorables (manque d'équipement et manque d'emploi). La population perçoit donc la pauvreté sous l'angle du manque dans sept domaines classés par ordre décroissant comme indiqué dans le tableau suivant :

Perceptions	Ensemble (%)	Féminin (%)	Masculin (%)
1. Manque de nourriture	61	59,2	62,2
2. Mauvaise santé	26,3	21,6	29,2
3. Manque d'habillement	21,3	20,8	21,6
4. Manque de soutien	16,6	24,9	11,5
5. Manque de logement	16,2	17,1	14,0
6. Manque d'équipement	9,8	0,6	12,0
7. Manque d'emploi	7,2	6,5	7,0

Le manque de nourriture peut se manifester par l'incapacité de manger journalièrement plus d'un repas ou en se nourrissant d'aliments peu calorifiques.

Tout comme le manque de nourriture, on observe que les hommes définissent la pauvreté par la mauvaise santé plus que les femmes.

Cependant, le manque de soutien et de solidarité est plus évoqué par les femmes que les hommes pour définir la pauvreté. Les handicaps causés aux femmes par les contraintes liées aux maternités et aux tâches domestiques pressantes et pénibles pourraient largement expliquer qu'elles ont beaucoup plus besoin de soutien que les hommes. De même, l'absence ou les mauvaises conditions de logement semblent peser beaucoup plus sur les femmes que sur les hommes au Mali.

5.3 Les causes de la pauvreté

Selon les populations, plusieurs causes sont à l'origine de la pauvreté ; les fréquences de citation de certaines causes sont les suivantes.

- Les calamités naturelles sont citées par 43,7 % des enquêtés.
- la mauvaise santé fréquemment citée comme premier ennemi de l'homme au Mali est reconnue à 41,6 % comme cause de pauvreté.
- le chômage est considéré par 31,3 % comme cause de pauvreté
- les désolidarités sont indiquées par 21 % comme source de pauvreté.
- l'insuffisance de revenus est rapportée par 18,9 % de l'échantillon comme cause de pauvreté.
- la mauvaise gestion est citée à 16,0 %
- le sous-équipement est cité par 6,3 % des enquêtés.

D'autres causes citées lors d'entretiens de groupes sont : l'enclavement, l'analphabétisme, la dévaluation.

Principales réformes entreprises

- Libéralisation des commerces et des prix

Libéralisation des prix de tous les biens et services (exceptés l'eau, l'électricité et le téléphone) y compris les produits pétroliers

Révision du Code du Commerce

- Restructuration du secteur public et des engagement de l'Etat

- . Réforme de la fonction publique et contrôle de la masse salariale

- . Réduction du nombre d'entreprises publiques et désengagement de l'Etat des secteurs de production.

- Libéralisation et restructuration du système bancaire

- . Abandon des mécanismes de contrôle administratif

- . Plus grande libéralisation de l'activité bancaire

Réformes structurelles des secteurs de production

- . Restructuration de la filière coton : adoption de contrats plan entre l'Etat et la société publique chargée de la filière, création d'un fonds de stabilisation des prix, participation des producteurs à la gestion de la filière.

- . Restructuration du secteur céréalier

Amélioration de la programmation des investissements

- . Institution de critères de sélection des projets d'investissement

- . Etablissement d'un Programme d'Investissement Public

Ces différentes réformes ont eu des impacts importants sur la situation économique qui s'est notablement améliorée depuis 1995. On note notamment que :

- . la moyenne du taux de croissance réel du PIB qui était de 3,2 % entre 1985 et 1994, est passé à 4,5 % au cours des quatre dernières années. Ce qui a permis d'enregistrer une croissance réelle par habitant d'environ 2,5 % en moyenne.

- . le Taux d'épargne intérieure qui n'était que de 11,5 % environ en 1995, a atteint plus de 17,4 % en 1999.

- . le Taux d'investissement global a atteint 24,1 % en 1995 et situait à 24,7 % en 1999 ;

- . la production de coton est passée de 293 757 T en 1995 à plus de 518 000 T en 1999 tandis que celle d'or qui n'était que de 6,2 tonnes en 1995 est montée à 25,4 tonnes en 1999.

5.6.2 Rôle des ONG dans la lutte contre la pauvreté

Le nombre des ONG ne cesse de croître et leurs domaines d'intervention de se diversifier. Au 31 Décembre 1997, les ONG agréées par le Gouvernement étaient au nombre de 961. Elles interviennent dans les domaines très divers qui concourent tous directement ou indirectement à l'amélioration des conditions de vie des populations et par conséquent à la lutte contre la pauvreté.

Ces domaines concernent entre autres l'aménagement agricole et pastoral, la promotion des soins de santé, l'éducation et la réinsertion des descolarisés, l'environnement, les femmes, les enfants et l'adoption des technologies appropriées, l'organisation des systèmes de solidarité et d'auto-développement, les micro-crédits, etc.

5.6.3 La Stratégie Nationale de lutte contre la Pauvreté (SNLP)

Le Mali s'est donné une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté pour la période 1998 – 2002. Elle est bâtie autour des huit axes stratégiques suivants :

- améliorer l'environnement économique, politique, juridique, social et culturel en faveur des pauvres ;
- promouvoir les activités génératrices de revenus surtout l'auto-emploi à l'intention des pauvres ;
- améliorer l'accès des pauvres aux services financiers et aux autres facteurs de production ;
- promouvoir le développement et améliorer les performances des filières agro-alimentaires dans lesquelles sont concentrés les pauvres ;
- améliorer l'accès des pauvres à l'éducation de base, à la formation et à l'information ;
- promouvoir l'accès des pauvres à la santé de base, à la nutrition, à l'eau potable et à l'assainissement ;
- améliorer les conditions d'habitat des pauvres ;
- assurer une coordination efficace de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Au terme de la mise en œuvre de la SNLP en 2002, il est attendu :

- une amélioration significative des indicateurs sociaux relatifs à la scolarisation et à l'alphabétisation, l'état sanitaire, la nutrition, l'emploi, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'accès à un habitat décent, etc
- une offre plus accrue en termes d'opportunités socio-économiques (accès au crédit, à la terre, aux infrastructures socio-économiques, etc) ;
- une réduction significative de l'incidence de la pauvreté d'au moins 12 % et un accroissement de l'indice de développement humain de 0,33 en 1999 à 0,50 ce qui ferait passer le Mali du groupe des pays à niveau de développement humain faible à celui des pays à niveau de développement humain moyen.

5.7. Etat des lieux des projets et programmes de lutte contre la pauvreté dans la région de Kayes

5.4 Les catégories de pauvres selon les populations

Plusieurs catégories de pauvres non hiérarchisées ont été définies par les populations comme suit :

- les démunis Cette catégorie est considérée comme pauvre par 53,3 % des hommes et par 54,7 % des femmes.
- les indigents cités en 52,6 % des répondants.
- les malades et les handicapés sont reconnus par 52,6 %.
- Les sans soutien sont indiqués par 42 % des interviewés.
- Les sans emploi considérés comme pauvres par 36,9 %.

5.5 Les conséquences de la pauvreté

Les conséquences de la pauvreté sont différentes selon qu'on se situe en milieu rural ou en milieu urbain.

5.5.1 Dans les zones urbaines, la délinquance juvénile et la criminalité

le recul de l'âge du mariage et l'augmentation du taux de divorce
la prolifération des quartiers spontanés

5.5.2 Dans les zones rurales, la détérioration des liens de consanguinité et de vie communautaire est attribuée à la pauvreté.

5.6 Les solutions proposées

5.6.1 La lutte contre la pauvreté selon les populations

Les populations ont proposé des stratégies de lutte contre la pauvreté avec des fréquences différentes :

la création d'emplois ressort avec 43,1 % de fréquence de propositions pour lutter contre la pauvreté.

la création de structures de crédit est faiblement apparue comme un moyen de lutte contre la pauvreté 13,3 %.

la création ou l'organisation d'associations est ressentie avec une fréquence de 8,3 % comme une stratégie de mise en commun des efforts en vue de renforcer les solidarités face aux adversités économiques.

la dotation en matériels essentiellement agricoles est également citée à 7,2 % comme moyen de réduire la pauvreté.

- promouvoir la participation des pauvres dans la gestion des services socio-sanitaires de base ;
- renforcer les complémentarités entre les acteurs de la médecine moderne et de la médecine traditionnelle et promouvoir la recherche – action dans les zones cibles.

Dans le dispositif de mise en œuvre et de suivi du projet les services techniques locaux en l'espèce la Direction Régionale de l'Action Sociale, la Direction Régionale du Plan et de la Statistique, le Système d'Alerte Précoce, etc seront mis à contribution selon leurs domaines de compétence respectifs. Quant aux structures centrales elles travailleront en étroite collaboration avec les structures régionales. En relation avec la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), l'Observatoire du Développement Humain Durable/Lutte Contre la Pauvreté au Mali (ODHD/LCPM) établira les profils de pauvreté locaux (cercles de Kayes et Bafoulabé) et assurera l'actualisation de ceux-ci.

L'expertise de l'Agence pour le Développement Social sera sollicitée quant à la réalisation d'infrastructures communautaires de base et la mise en place du réseau de micro crédit.

En ce qui concerne le renforcement des capacités locales à travers des activités de formation, l'expérience du Projet d'Appui aux Initiatives de Base (PAIB) sera mise à profit.

La Direction Nationale de l'Action Sociale (DNAS) enfin apportera son expérience en matière de développement communautaire.

La région de Kayes recèle de potentialités dont la mise en oeuvre à travers des projets et programmes bien ciblés, pourrait contribuer à réduire la pauvreté.

VI – IDENTIFICATION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES/DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Les orientations stratégiques à la base de la mise en œuvre du projet sont celles identifiées par la SNPL. Quant aux interventions, elles se feront en direction de trois domaines prioritaires en l'espèce :

- les activités productives et génératrices de revenus ;
- la promotion de la femme à travers notamment le secteur de la micro-finance ;
- l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base (éducation de base/formation, soins de santé primaires, nutrition, eau potable et assainissement) ;

Pour ce faire, les actions prioritaires ci-après seront engagées :

- mettre en place des programmes de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre similaires à l'AGETIPE ;
- élaborer un programme de soutien à l'investissement du secteur privé dans le secteur agro-alimentaire (transformation, conservation, mise sur le marché et exportation) ;
- soutenir le développement du petit élevage et des cultures de contre-saison en faveur des pauvres ;
- réduire l'enclavement des zones cibles par des travaux à haute intensité de main-d'œuvre ;
- améliorer la qualité de la formation technique et professionnelle des jeunes et des femmes ;
- créer un fonds de micro crédit dont la plupart des ressources seront mises à la disposition des groupements féminins. Car il a été constaté sur le terrain que le taux de remboursement des prêts était très élevé (au moins 95 %) chez les femmes.

Dans le cadre du programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC), les actions de lutte contre la pauvreté retenues sont les suivantes :

- multiplier les infrastructures scolaires et leurs équipements ;
- recruter massivement des enseignants dans une perspective de soutenabilité financière ;
- sensibiliser et mobiliser les populations en faveur de la scolarisation notamment des filles ;
- dynamiser et renforcer les cantines scolaires dans les zones défavorisées.

Les mesures proposées dans le cadre du plan décennal de développement sanitaire et social (PDDSS 1998-2007) sont les suivantes :

- améliorer les conditions sanitaires et nutritionnelles des femmes et des enfants des ménages pauvres ;
- réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies les plus courantes et invalidantes affectant les pauvres ;
- accroître l'accès à l'eau potable des populations cibles
- améliorer l'assainissement de l'environnement dans lequel vivent les pauvres ;
- faciliter l'accès des pauvres aux médicaments essentiels et aux services socio-sanitaires ;

**Projets identifiés pour la lutte contre la pauvreté
dans la partie malienne du Bassin du Fleuve Sénégal**

Octobre 2000

Projets identifiés pour la lutte contre la pauvreté
dans la partie méridionale du Bassin du Fleuve Sénégal

I – DEVELOPPEMENT RURAL (Agriculture, Elevage, Pisciculture)

Projet 1

Titre : Appui aux activités économiques des femmes paysannes de la zone du Projet de Développement Rural Intégré en Aval du Barrage de Manantali (PDIAM).

Origine : Secteur public **Promoteur** : PDIAM

Objectif et description :

- Améliorer le niveau de formation des femmes de la zone du projet par des sessions intensives d'alphabétisation, et de formation professionnelle ;
- Aménager des bas fonds et des périmètres maraîchers (150 ha environ) exclusivement pour les femmes ;
- Réaliser et équiper 20 forages de puits pour résoudre les problèmes d'eau potable ;
- Mettre en place un fonds de garantie, d'appui à l'équipement, et appui Conseil aux femmes ;

Coût : 600 millions de FCFA

Activités :

- la formation des femmes ;
- la promotion des activités économiques ;
- l'aménagement de périmètres ;
- l'hydraulique villageoise ;
- les voyages d'études ;
- l'animation et la Communication.

Etat d'avancement : Fiche de projet disponible

Activités :

- Aménagement de plaine aux pieds des collines ;
- Construction d'une route de 12 km,
- Alphabétisation fonctionnelle ;
- Fonds d'assistance crédit aux femmes ;
- Action de prévention sanitaire chez les femmes et les enfants (P, F référence, MST/Sida) ;
- Creusement de puits à grand diamètre ;
- Confection de micro-barrages filtrants

Projet 4

Titre : Aménagement hydro-agricole de la plaine de Maréna (Holonkharé)
650 ha

Origine secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : Assurer l'exploitation d'au moins 300 ha en cultures de décrue (maïs, sorgho, et fourrages) et 350 ha de riziculture pour une population de plus de 9000 habitants. La plaine constitue l'unique ressource en terres suffisamment fertiles.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux d'aménagement, mise en valeur agricole en vue de la diversification des productions et la protection de l'environnement.

Coût : 980 millions FCFA dont 50 millions pour les études.
Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles.

Projet 5

Titre : Aménagement de la plaine rizicole de Dialafara (250 ha).

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : construire un ensemble d'ouvrages de maîtrise des eaux de ruissellement du marigot et des crues de la Falémé qui arrosent la plaine.
Contribuer à la sécurité alimentaire dans le bassin du fleuve Sénégal.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux d'aménagement, mise en valeur agricole en vue de la diversification des productions et la protection de l'environnement.

Coût : 715 millions FCFA dont 40 millions FCFA pour les études
Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles

Projet 2

Titre : Appui aux femmes des Communes de Kayes N'Di, HAWA DEMEYA – KEMENE TAMBO-FALEME – NIORO – GUETENA – KADIABAKDIEL – FASSOUDEBE – BEMA

Origine : ONG

Promoteur : CAFO

Objectif et description :

- Offrir aux femmes pauvres la possibilité de participation au processus économique ;
- Faciliter le regroupement des femmes pour faire face à la crise économique ;
- Accroître le bien être des femmes et de leurs familles ;
- Mettre à la disposition un fonds d'appui en fonction des critères simples d'action favorisant toutes les femmes ;
- Alphabétiser les femmes ;
- Former en gestion les AGR et en création et gestion de petites et moyennes entreprises (PME) et petites entreprises (PMI) axées sur la transformation et la commercialisation des produits agricoles et artisanales.

Coût : 396 780 000 FCFA

Durée du projet : 2 ans

Activités :

- la formation des femmes ;
- la promotion des activités économiques ;
- l'animation et la communication.

Projet 3

Titre : Projet Intégré de développement des villages de N'Tékédo et de N'Tafara.

Origine : CLC du PASIE de Kati avec les ONG : AMADECOM et Enda Tiers Monde

Objectif et description :

- Contribuer à atténuer les impacts négatifs du projet Energie de Manantali
- Contribuer à la sécurisation de l'emprise de la ligne H.T au niveau des villages de N'Tékédo et N'Tafara pour des mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement physique, humain et économique des populations affectées par le projet Energie de Manantali

Coût : 320 000 000 FCFA

Etat d'avancement : Projet disponible à la Cellule OMVS.

Projet : Document du projet

Projet 9

Titre : Aménagement de mares et de retenues de barrages

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : développer la pêche continentale par l'aménagement durable de pêcheries, l'empoissonnement des plans d'eau et l'appui aux comités de gestion des plans d'eau. Contribuer à l'aménagement de l'écosystème aquatique et à l'augmentation de la disponibilité en poissons. Promouvoir des activités rémunératrices en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés de pêcheurs et des agropisciculteurs.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux de mise en œuvre d'activités de production piscicole.

Coût : 895 millions FCFA

Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles

Projet 10

Titre : Aménagement des parcours de transhumance dans la région de Kayes

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : promotion de l'élevage dans la région de Kayes par l'aménagement et la gestion rationnelle de l'espace pastoral entre les frontières avec le Sénégal et la Mauritanie, l'organisation des populations. Identifier et matérialiser les pistes de transhumance entre les trois États en vue de réduire les conflits entre agriculteurs et pasteurs et élaborer un plan de gestion.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux de mise en œuvre des parcours.

Coût : 550 millions FCFA dont 50 millions pour les études

Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles.

II – ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA FAUNE

Projet 1

Titre : Etude de faisabilité du projet de gestion durable des ressources forestières du cercle de Kayes pour l'approvisionnement de la commune en bois de chauffe.

Origine : secteur public
Nature : (DNCN).

Promoteur : Direction Nationale de la Conservation de la

Objectifs et description : aider à la gestion rationnelle et durable des ressources forestières. Elaborer des plans d'aménagement et de gestion des forêts classées et domaines protégés.

Projet 6

Titre : Aménagement de la plaine rizicole de Moussala (350 ha)

Origine : Secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER)

Objectif et description : optimiser le régime hydrique de la plaine en vue de la culture rizicole, en construisant un ensemble d'ouvrages de maîtrise des eaux de ruissellement du marigot et des crues de la Falémé qui arrosent la plaine.
Contribuer à la sécurité alimentaire dans le bassin du fleuve Sénégal.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux d'aménagement, mise en valeur agricole en vue de la diversification des productions et de la protection de l'environnement.

Coût : 1 950 millions FCFA dont 160 millions FCFA pour les études.
Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles.

Projet 7

Titre : Aménagement de la plaine de Goumbaye (450 ha)

Origine : Secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : contribuer à la sécurité alimentaire en aménageant 450 hectares en maîtrise totale d'eau dont 250 ha à exploiter pour la riziculture.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux d'aménagement, mise en valeur agricole en vue de la diversification des productions et la protection de l'environnement

Coût : 2 750 millions FCFA dont 250 millions pour les études.
Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles.

Projet 8

Titre : Aménagement de la plaine de Diankadapé (500 ha)

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER).

Objectif et description : contribuer à la sécurité alimentaire par la production de riz, de céréales diverses, de maraîchage et de fourrages, Aménager la plaine par la mise en place d'un ensemble d'ouvrages de mobilisation et de distribution de l'eau d'irrigation à partir du fleuve.

Activités : études techniques et socio-économiques, travaux d'aménagement, mise en valeur agricole en vue de la diversification des productions et la protection de l'environnement.

Coût : 2 800 millions FCFA dont 250 millions pour les études.
Etat d'avancement : termes de référence des études disponibles.

Groupe cible : Population des cercles de Kayes et de Bafoulabé.

Objectifs et description :

- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones d'intervention à travers la protection et la gestion participative des ressources forestières ;
- Informer et former les populations et les partenaires sur la gestion des ressources naturelles ;
- Elaborer des Plans d'aménagement et de gestion des forêts classées et autres massifs forestiers concernés ;
- Organiser et responsabiliser les populations pour la gestion rationnelle des ressources forestières ;
- Améliorer le pouvoir d'achat des populations par la valorisation des produits forestiers.

La zone d'intervention du projet, située au cœur du bassin du fleuve Niger, renferme sept (7) forêts classées couvrant 88 465 ha et des superficies importantes de massifs forestiers protégés recelant un capital ligneux important.

Cependant depuis l'indépendance en 1960, aucun de ces massifs forestiers n'a bénéficié d'un aménagement.

Projet 4

Titre : Défense et restauration des sols dans le bassin versant du fleuve Sénégal dans la région de Kayes.

Localisation : Région de Kayes (Communes et Cercles)

Coût : 200 000 000 FCFA

Etat d'avancement : Fiche de projet disponible.

Origine/Promoteur : L'agence d'exécution du projet est la Direction Nationale de la Conservation de la Nature à travers ses structures déconcentrées. Les communes, les cercles à travers leurs conseils respectifs, responsables de la gestion des ressources naturelles de leurs terroirs, participeront activement à toutes les étapes du projet : programmation des activités, mise en œuvre, suivi et évaluation.

Population cible : Populations des Communes de la région de Kayes.

Durée : 5 ans.

Objectifs et description :

- Améliorer les conditions de vie des populations du bassin du fleuve Niger dans la région de Kayes par la défense et la restauration des sols en général et des terres de production agricole en particulier et la restauration des écosystèmes ;
- Renforcer les capacités de gestion des ressources naturelles des populations cibles ;

Coût : 200 millions FCFA

Etat d'avancement : termes de référence de l'étude disponibles.

Projet 2

Titre : Appui aux populations réinstallées du Bafing à travers la foresterie communautaire.

Localisation : Bamafélé (Cercle de Bafoulabé).

Coût total du Projet 300 000 000 FCFA

Origine/Promoteur : Le projet sera exécuté par la Direction Nationale de la Conservation de la Nature à travers ses structures déconcentrées. La Commune Rurale et les populations cibles directement bénéficiaires du projet. Elles participeront à toutes les étapes du projet (programmation, mise en œuvre, suivi et évaluation).

Groupes cibles : Populations de 29 villages réinstallés du Bafing totalisant 12 475 habitants.

Durée : 5 ans

Objectifs et description :

- Assurer la sécurité alimentaire des populations ;
- Renforcer la capacité de gestion des ressources naturelles des populations cibles
- Accroître le revenu des populations ;
- Améliorer le cadre de vie des populations.

La construction du barrage de Manantali qui est un atout majeur pour le développement socio-économique de la Région de Kayes a occasionné cependant le déplacement nécessaire de 29 villages.

La réinstallation de ces villages dans la vallée du fleuve qui n'a malheureusement pas tenu compte de l'évolution socio-économique de la population, a entraîné une dégradation sans précédent de l'écosystème. Cela se traduit par des défrichements, la dégradation des pâturages et des terres

Projet 3

Titre : Gestion Participative des Domaines Classés et Protégés du Bassin du Fleuve Sénégal.

Localisation : Cercles de Kayes et de Bafoulabé.

Coût : 150 000 000 FCFA

Origine/Promoteur : L'agence d'exécution du projet sera la Direction Nationale de la Conservation de la Nature à travers ses structures déconcentrées. Les populations directement concernées par le projet et les communes rurales seront impliquées à toutes les étapes du projet (programmation, mise en œuvre, suivi et évaluation).

Description : étude de la demande, construction de postes et de réseaux d'alimentation.

Coût : 2 400 millions FCFA dont 100 millions pour les études et la formation.

Etat d'avancement : étude préliminaire disponible.

Projet 2

Titre : Etude et réalisation de l'électrification rurale de la zone de Mahina – Bafoulabé.

Origine : secteur public **Promoteur** : Electricité du Mali (EDM)

Objectifs : réduction des impacts socioéconomiques négatifs du projet Energie de l'OMVS en alimentant en électricité, la population locale. Améliorer la qualité de vie des populations et contribuer à la conservation des ressources forestières. Appuyer le développement économique local en permettant de meilleures conditions de conservation et de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche.

Description : étude de la demande, construction de postes et de réseaux d'alimentation.

Coût : 2 140 millions FCFA dont 100 millions pour les études et la formation

Etat d'avancement : étude préliminaire disponible.

IV - HYDRAULIQUE

La politique nationale et sa stratégie pour l'alimentation en eau potable du Mali définissent les actions à entreprendre pour la réalisation des adductions d'eau sommaires dans l'ensemble des centres ruraux (populations comprises entre 2 000 et 5 000 habitants) d'ici les 10 prochaines années.

Dans le cadre d'une proposition d'actions de développement à l'intérieur du bassin du fleuve Sénégal, l'initiative de l'OMVS de se pencher avec ses principaux bailleurs de fonds sur des questions stratégiques répondant aux préoccupations des populations riveraines du bassin, s'inscrit dans cette logique des autorités du Mali.

La présente proposition consiste à entreprendre des études d'avant projet détaillé et à conduire des travaux de réalisation des adductions d'eau sommaires dans 19 centres ruraux, tous situés dans le bassin du fleuve Sénégal.

Projet 1

Titre : Etudes et travaux d'Adduction d'Eau Sommaire (AES) de 19 centres ruraux du bassin du fleuve Sénégal en République du Mali.

Coût total du projet : Un milliard huit cent millions FCFA (1 800 000 000) FCFA

Origine/Promoteur : L'organisme de tutelle est le Ministère de l'Energie et de l'Eau à travers la Direction Nationale de l'Hydraulique.

- Informer et former les populations, les décideurs locaux et les différents partenaires intervenant dans le bassin sur les textes relatifs à la gestion décentralisée des ressources naturelles ;
- Sensibiliser et éduquer les populations, autorités et autres usagers sur les dangers de la dégradation des sols.

Projet 5

Titre : Protection de la réserve de faune du Bafing avec les organisations paysannes.

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN).

Objectifs et description : assurer la pérennité de la réserve de faune de la zone de Bafing à travers le renforcement des capacités organisationnelles et l'implication des populations riveraines.

Coût : 100 millions FCFA

Etat d'avancement : Fiche de projet disponible.

Projet 6

Titre : Elaboration et mise en œuvre des Schémas Directeurs d'assainissement des villes de Manantali, Mahina, Bafoulabé, Diamou, Kakoulou, Kayes et Ambidédi.

Origine : secteur public **Promoteur :** Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN).

Objectifs et description : améliorer la situation sanitaire des populations.

Coût : 7,3 millions FCFA

Etat d'avancement : Fiche de projet disponible.

III - ENERGIE

Projet 1

Titre : Etude et réalisation de l'électrification rurale de la zone du barrage de Manantali.

Origine : secteur public **Promoteur :** Electricité du Mali (EDM)

Objectifs : réduction des impacts socioéconomiques négatifs du projet Energie de l'OMVS en alimentant en électricité, la population locale située dans un rayon de 25 km du barrage. Améliorer la qualité de vie des populations et contribuer à la conservation des ressources forestières. Appuyer le développement économique local en permettant de meilleures conditions de conservation et de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche.

Le lac Magui qui constitue la plus grande zone humide du bassin du fleuve Sénégal au Mali, est le point de convergence de tout le cheptel transhumant de la zone (de la Mauritanie et du Mali) pendant la saison sèche. Il constitue une plaque tournante pour cette activité d'où son importance au niveau de la sous-région.

Projet 4

Titre : Projet d'Approvisionnement en Eau Potable des sept cercles de la région de Kayes

Objectif et localisation : Les principaux bénéficiaires sont les populations rurales de la région de Kayes de façon générale et spécifiquement celles dont les villages ne disposent pas de point d'eau moderne.

L'objectif du projet est de contribuer à la lutte contre la pauvreté par la promotion de la santé et l'augmentation du capital humain.

Coût total : 4 500 millions de FCFA

Origine/Promoteur : DNH, Bureau d'Etude

Description : Le présent projet se situe dans le cadre d'application de la politique qui vise à assurer le point d'eau moderne au moins dans chaque village. Les 500 forages en question seront réalisés dans les 500 villages de la région de Kayes qui jusque-là n'ont pas bénéficié de point d'eau moderne.

Projet 5

Titre : Projet de réhabilitation de 500 puits traditionnels dans les sept cercles de la région de Kayes.

Objectifs/Localisation :

- Les principaux bénéficiaires sont les populations des villages non dotés de points d'eau modernes.
- L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la santé en permettant la consommation d'eau de meilleure qualité par les populations.

Coût total : 1 775 millions FCFA

Origine/Promoteur : Direction Nationale de l'Hydraulique.

Description : Le présent projet vise à améliorer les conditions d'exploitation et hygiénique du puits traditionnel se trouvant dans les localités non dotées de points d'eau modernes. C'est donc un projet d'importance capitale pour les populations dans la mesure où il permettra l'accès à une eau de qualité relativement bonne. Le choix de cette option, (réhabilitation de puits traditionnels) se justifie par le fait qu'elle coûte trois fois moins que le forage équipé de pompe manuelle.

Objectif : Réalisation des adductions d'eau sommaires composées de stations de pompage photovoltaïques ou thermiques, de réservoirs de 15 à 40 m³, de réseau de distribution de 1500 à 3 000 m, de 5 à 8 bornes fontaines et d'un abreuvoir selon les cas dans chacun des 19 centres.

Projet 2

Titre : Etude détaillée et réalisation de quatre (4) petits barrages dans le cercle de Kita

Coût total : 250 000 000 FCFA soit 350 000 US

Origine/Promoteur : Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau à travers la Direction Nationale de l'Hydraulique.

Description : Pour freiner l'exode massif, cette fuite des bras valides de la campagne vers les villes à la recherche du bonheur, une exploitation rationnelle des ressources en eau s'avère indispensable, surtout dans le cadre actuel de la décentralisation.

Ce projet vise, par la construction de petites retenues d'eau, la mobilisation de toutes les ressources en eau et la mise en valeur de toutes les terres agricoles afin de promouvoir l'agriculture villageoise irriguée.

Projet 3

Titre : Valorisation des ressources du lac Magui.

Origine/Promoteur : Direction Nationale de l'Hydraulique.

Objectifs : le projet a pour objectif à long terme la gestion rationnelle et durable des ressources du lac Magui. Pour atteindre cet objectif, le projet devra contribuer à améliorer les connaissances sur les ressources en eau de ce lac à partir d'une évaluation quantitative et qualitative.

Coût estimé : soixante cinq millions (65 000 000) FCFA.

Description : Le Projet concerne le bassin du fleuve Sénégal sur le territoire malien. Depuis des décennies, l'évolution climatique défavorable dans les régions sahéniennes, a entraîné des déficits d'écoulement dans les cours d'eau et des tarissements précoces des nappes phréatiques.

Il est reconnu que les informations des hauts bassins du fleuve Sénégal sont indispensables pour une gestion efficace des eaux des ouvrages de l'OMVS. Cependant, pour des raisons budgétaires, les apports des principaux affluents sont mal connus faute de mesures de contrôle des courbes de tarage dont certaines remontent à plus de vingt (20) ans.

Compte tenu de la demande en eau sans cesse croissante des différents secteurs utilisateurs (domestique, agricole, pastoral, énergétique, industriel, minier) et pour prévenir tout conflit lié à la gestion de l'eau, une meilleure évaluation et une gestion rationnelle des ressources en eau disponibles s'avèrent indispensables.

Liste des institutions, départements et services ayant participé à l'élaboration de l'avant projet de programme de lutte contre la pauvreté dans la partie malienne du bassin du fleuve Sénégal

- Ministère de l'Education Nationale
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées
- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Ministère de l'Economie et des Finances
- Direction Nationale de la Planification
- Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
- Direction Nationale de l'Hydraulique
- Direction Nationale de la Santé
- Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural (DNAER)
- Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR)
- Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN)
- Direction de l'Observatoire du Développement Humain Durable (DHD)
- Direction du Programme d'Appui aux Initiatives de Base (PAIB)
- Direction du Projet Intégré du Développement Aval de Manantali
- Secrétariat Permanent du Comité National de Suivi des Recommandations de la Table Ronde de Kayes (CNS)
- Secrétariat Technique, Permanent, du Cadre Institutionnel et de la Gestion des Questions Environnementales
- Organisations Non Gouvernementales : CCA/ONG, SECCO/ONG, AMADECOM, HELVETAS, CAFO, GTZ

Projet 6

Titre : Valorisation des ressources en eau non pérenne du Bassin du fleuve Sénégal.

Origine/Promoteur : D N H

Objectifs et Description : Evaluation du potentiel des disponibilités en eau et mise en place d'une Banque de données.

Coût : 262 millions de FCFA environ.